



HAL
open science

Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines

Sophie Brones

► **To cite this version:**

Sophie Brones. Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines. F. Mermier, C. Varin,. Mémoires de guerres au Liban (1975-1990), Actes Sud 2010. halshs-01299357

HAL Id: halshs-01299357

<https://shs.hal.science/halshs-01299357>

Submitted on 7 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines

Résumé

Que se joue-t-il dans le quotidien d'une ville comme Beyrouth où les traces de la guerre qui y a sévi pendant quinze ans s'offrent encore aujourd'hui, en de nombreux endroits, au regard de ses habitants? La description des usages de la mémoire à l'échelle d'un quartier détruit de la capitale permet d'approcher la construction des temporalités urbaines en lien avec la période des guerres libanaises (1975-1990). La ville, espace du quotidien et des pratiques ordinaires, constitue un support et un vecteur des expressions mémorielles. Ainsi, dans la banalisation des destructions ou dans la création de hauts lieux résultant d'entreprises mémorielles militantes, la société citadine qualifie les traces de la guerre qui bien souvent symbolisent ce qui précisément fut un des enjeux de la guerre civile : la coexistence des communautés dans l'espace urbain. Pour autant, si l'objet mémoriel supposé de ces traces est la guerre, leur force évocatrice ne s'y limite pas. L'analyse de ce qui se joue autour des immeubles en ruines du quartier de Khandaq al-Ghamiq, ancien quartier mixte de Beyrouth, vise à la compréhension de la construction des identifications collectives urbaines contemporaines. Les pratiques de transmissions, d'héritages et les représentations dont ces immeubles sont l'objet révèlent la complexité des relations entre les souvenirs jugés « bénéfiques » et ce qui peut apparaître comme le négatif du travail de la mémoire, ses zones d'ombre et de déni de certains épisodes du passé. De ce fait, ce qui pouvait apparaître au premier abord comme une lacune liée aux conditions particulières de l'enquête devient, dans l'analyse, révélateur des tensions qui régissent la manière et le pouvoir de dire (ou non) la guerre.

Mots clés : Khandaq al-Ghamiq – ruines – mémoire collective

Que se joue-t-il dans le quotidien d'une ville comme Beyrouth où les traces de la guerre qui y a sévi pendant quinze ans s'offrent encore aujourd'hui, en de nombreux endroits, au regard de ses habitants? À l'échelle d'un quartier détruit de la capitale, la description des usages de la mémoire permet d'approcher la construction des temporalités urbaines en lien avec la période des guerres libanaises (1975-1990). Les « usages de la mémoire » observés ici s'attachent aux stratégies résidentielles et aux représentations d'espaces familiaux, objets d'héritages, hier et aujourd'hui. La ville, approchée en tant qu'espace du quotidien et des pratiques ordinaires, constitue un support et un vecteur des expressions mémorielles. Ainsi, dans la banalisation des destructions ou dans la création de hauts lieux résultant d'entreprises mémorielles militantes, la société citadine qualifie les traces de la guerre qui bien souvent symbolisent ce qui précisément fut un des enjeux de la guerre civile : la coexistence des communautés dans l'espace urbain.

À Beyrouth, une part importante des pratiques de l'espace résulte de l'ordre urbain instauré par la société de guerre. En témoignent notamment les itinéraires sélectifs en ville, stratégies d'évitement déployées par de nombreux citoyens afin de contourner certains quartiers communautaires, et en particulier ceux des taxis et « services » qui sillonnent

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

quotidiennement la ville. On peut imputer leur maintien depuis la fin de la guerre en 1990¹ à l'instabilité politique et aux épisodes successifs de violence ayant engendré depuis lors des destructions plus ou moins spectaculaires du cadre bâti. Dans les banlieues de la ville, et notamment dans banlieue Sud (*al-dâhiye*), les bombardements israéliens de l'été 2006 ont transformé le quartier de Haret Hreik en un vaste chantier de reconstruction². Au centre, la durée de vie de SOLIDERE, la société en charge de la reconstruction quartier depuis 1991, a été prolongée de 25 à 75 ans³ et, dans les quartiers péricentraux, les traces de la guerre subsistent aujourd'hui encore sur de nombreux bâtiments, tandis que la spéculation immobilière sur les terrains occupés par des immeubles antérieurs aux années soixante contribue à en renouveler le paysage à un rythme effréné.

À la fin de la guerre, les destructions se concentraient essentiellement dans l'ancien centre-ville, le long de la ligne de démarcation et dans la banlieue sud. En l'absence d'une planification générale de reconstruction du bâti – à l'exception du plan directeur de SOLIDERE pour le centre, et des infrastructures, prises en charge par la municipalité - le paysage actuel de la ville ne reflète donc pas tant un pouvoir planificateur unique, organe de la « doctrine du temps⁴ », que les diverses manières de faire dont les citoyens, promoteurs et propriétaires, régulés tant bien que mal par les pouvoirs publics, sont les principaux acteurs. Aussi, la particularité de la situation actuelle tient à la temporalité propre qui s'y est développée en regard de deux éléments fondamentaux. D'une part, l'Etat, extrêmement affaibli au terme de quinze ans de guerre, n'a jamais assumé la reconstruction de la ville dans son ensemble. D'autre part, l'ambiguïté de la situation politique guerre⁵ a ralenti le traitement de problèmes pourtant urgents comme le retour des déplacés dans leur région d'origine. Leur permanence en tant que « réfugiés » dans certains quartiers de la ville a constitué un réel facteur de blocage de ces espaces qui ont gardé jusqu'aujourd'hui leur visage d'après-guerre. En outre, cet immobilisme a entraîné l'extension et l'usure des immeubles détruits par la guerre et la recomposition des sociabilités dont ces espaces sont le cadre. L'ampleur des destructions physiques de la ville et le débat public de l'après-guerre sur la reconstruction du

¹ Des accords qui mirent officiellement fin à la guerre civile furent conclus le 22 octobre 1989 à Taëf en Arabie Saoudite.

² Le projet de reconstruction *Waad* (la promesse) est mené par *Jihad al-bina*, institution dépendant des services administratifs du Hezbollah.

³ Décret de 1999.

⁴ Dieudonné, 1994, p. 8.

⁵ L'Etat ne retrouve pas complètement sa souveraineté puisque le Liban est placé sous tutelle syrienne et que le sud du pays reste occupé par Israël jusqu'en 2000.

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

centre-ville eurent tendance à masquer les transformations démographiques et sociales de certains quartiers (Verdeil 2002).

La ruine comme trace mnésique

En considérant la matérialité des destructions, on peut dire que l'impact de la guerre sur le bâti à Beyrouth se lit dans une grande variété de formes, de l'immeuble portant des traces d'impact de balles ou d'éclats d'obus à l'édifice partiellement effondré. Le vide de certains terrains, notamment dans les quartiers situés autour du centre-ville, signale quant à lui la destruction récente d'un immeuble affecté ou non par la guerre, en vue d'une reconstruction. Mais un immeuble fraîchement restauré ou reconstruit, signe d'une réparation récente, donne aussi à sentir l'impact de la guerre. Les types architecturaux « victimes » des guerres de la période 1975-1990 constituent toutefois un ensemble relativement homogène. Il s'agit principalement de bâtiments édifiés entre 1860 et le début des années 1980, soit un peu plus d'un siècle de créations architecturales ottomanes, coloniales, modernes et de style international. Si l'exercice d'inventaire typologique des traces de la guerre sur le bâti peut sembler vain, il permet pourtant de replacer les pratiques mémorielles interrogées par ma recherche dans les différents régimes d'historicité (passés et actuels) auxquelles elles se rattachent, autrement dit, de situer l'objet des souvenirs dans le contexte de l'époque à laquelle ils renvoient (Brones, 2010).

Ces pages s'inscrivent dans l'exploration empirique d'un terrain quasi exemplaire du point de vue des théories de sociologie de la mémoire, et en particulier de celles relatives aux cadres spatiaux de la mémoire de Maurice Halbwachs (Halbwachs, 1994). Pour ce dernier, le concept de mémoire collective renvoie d'abord au groupe par lequel elle se transmet tant qu'au moins l'un de ses membres parvient à garder des souvenirs grâce au contact avec un ou plusieurs autres membres du groupe mais aussi d'objets ou de lieux communs. Ainsi, les lieux joueraient le rôle de points de repère utiles à la remémoration, au même titre que les individus. Toutefois, il semblerait qu'il n'existe pas de hiérarchie clairement établie par l'auteur entre ces deux facteurs de garantie des souvenirs. La stabilité des « cadres spatiaux de la mémoire » de même que celle de la collectivité (le groupe continue d'évoluer dans une relative cohérence par rapport aux situations dont les souvenirs sont l'objet) rendraient possible, selon Halbwachs, le travail de la mémoire individuelle et collective. On peut donc

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

légitimement se demander qui, du groupe ou de l'espace, doit être le plus stable ? Et formuler l'une des questions fondatrices de ma recherche : comment la mémoire « travaille-t-elle » dans un cadre urbain désagrégé et successivement recomposé par la guerre, la reconstruction et la spéculation foncière ?

L'enquête, menée à Beyrouth entre 2006 et 2009, a révélé le pouvoir « monumental » des bâtiments ordinaires. La référence aux fonctions premières du monument (Riegl, 1984) dont le rôle est de « faire se souvenir », permet en outre de souligner la nécessité de saisir les enjeux de l'élaboration de la mémoire collective pour l'analyse des processus de patrimonialisation des espaces du quotidien. Si, comme le disait Halbwachs, les cadres spatiaux « aident » à la précision et à la localisation des souvenirs du groupe, l'enquête a montré qu'un individu revenant physiquement sur les lieux de son enfance peut se remémorer cette période, même s'il est le dernier survivant de sa famille et qu'il n'entretient plus aucune relation avec son milieu social d'alors. Les lieux, agissant comme indices, traces et témoins d'une époque révolue, auraient ce pouvoir de générer le souvenir. Ils se substitueraient donc potentiellement au groupe dans la fabrication de la mémoire collective.

Les bâtiments affectés par les destructions de la guerre sont donc abordés ici à partir du postulat de leur *pouvoir* mémoriel. Pour autant, si l'objet mémoriel supposé de ces traces est la guerre, leur force évocatrice ne s'y limite pas. À l'ouest de la rue de Damas, ancienne ligne de démarcation qui avait séparé durant plus de quinze années la ville en deux parties relativement homogènes au plan confessionnel, le quartier de Khandaq al-Ghamiq témoigne de cette situation : les ruines de cet ancien quartier mixte de Beyrouth constituent la synthèse visuelle des temporalités de l'histoire de la ville dont la guerre est un des temps forts.

L'analyse de ce qui se joue autour de ces ruines vise à la compréhension de la construction des identifications collectives urbaines contemporaines. Les pratiques de transmissions, d'héritages et les représentations dont ces immeubles sont l'objet révèlent la complexité des relations entre les souvenirs jugés « bénéfiques » et ce qui peut apparaître comme le négatif du travail de la mémoire, ses zones d'ombre et de déni de certains épisodes du passé. De ce fait, ce qui pouvait apparaître au premier abord comme une lacune liée aux conditions particulières de l'enquête devient, dans l'analyse, révélateur des tensions qui régissent la manière et le pouvoir de dire (ou non) la guerre.

Khandaq al-Ghamiq

Le toponyme renvoie, dans les conceptions de ses habitants anciens et actuels, au quartier situé dans la circonscription foncière de Bachoura entre le cimetière sunnite du même nom et l'avenue Bechara al-Khoury. Ses limites au sud se situent au niveau de l'avenue Fouad Chehab et au nord, des rues Daoud Amoun et Ahmad Fares Chidiac. Le nom, qui renvoie à l'idée d'un fossé profond, est certainement lié au tracé de la rue Khandak al-Ghamiq qui suit la dénivellation de ce qui fut probablement un ancien cours d'eau, depuis l'extrémité sud du cimetière jusqu'à la rue de Syrie. Ce quartier est le cadre d'une série de calques mémoriels successifs qui constituent plusieurs phases de son histoire sociale et de son développement. La première, si l'on exclut la mémoire des morts qui peuplent le cimetière de Bachoura depuis le VIII^e siècle (Al-Hût, 1996), commencerait lors de la première urbanisation de cette zone à partir de 1860, lors de l'extension de la ville hors de ses murs. Son déclin s'amorce à partir du milieu des années 1950 jusqu'au début de la guerre civile en 1975, date à laquelle le quartier se vide de ses habitants originels. Ceux-ci, pour la plupart maronites, syriaques catholiques et arméniens, cohabitaient avec une minorité sunnite. Ces propriétaires, fonctionnaires et commerçants, avaient contribué à l'urbanisation du quartier au fil de l'élargissement de leurs familles. Au sud et à l'ouest du cimetière, ainsi qu'au sud des rues Saad et Daoud Amoun, autrement dit aux marges du secteur étudié ici, une majorité de sunnites, propriétaires historiques de la zone, coexistaient avec une minorité chiite implantée là depuis les années 1940 et qui, bien souvent, louait des appartements et des boutiques. Les Chiites de Bachoura, pour la plupart originaires du Liban-Sud, avaient été attirés dans ce quartier du fait de sa proximité d'avec le centre-ville, principale zone commerciale de Beyrouth avant 1975. Tout comme Bachoura, Khandaq al-Ghamiq était donc caractérisé par sa mixité confessionnelle. Aujourd'hui, si le dernier n'est presque plus habité, quelques familles sunnites restent propriétaires d'immeubles loués à des chiites, majoritaires à Bachoura et notamment dans le sud du quartier, depuis la rue Saad jusqu'à l'avenue de l'Indépendance, celle-ci marquant une limite avec le quartier de Basta Tahta qui reste lui essentiellement habité par des sunnites. Le découpage confessionnel de Bachoura s'organise donc de manière complexe en une série de poches et de strates historiques où les deux communautés gèrent un territoire exigu, chacune revendiquant son autochtonie et sa supériorité démographique.

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

La plupart des immeubles aujourd'hui en ruines de Khandaq al-Ghamiq furent construits entre 1880 et 1960. Le quartier était à l'origine essentiellement résidentiel, il accueillait toutefois des équipements importants fédérateurs de sa vie sociale : outre de nombreuses écoles, il se déployait autour de l'église Saint Georges des Syriques catholiques et de l'hôpital du Sacré Cœur. La proximité de l'Université Saint-Joseph et des nombreuses congrégations religieuses, comme les frères Lazaristes, les Sœurs de la Charité et les équipements de Saint Vincent de Paul, situés plus au nord dans le quartier de Ghalghoul, en faisaient un cadre de vie central et relativement protégé de la frénésie commerciale du centre-ville. Toutefois, les années cinquante et soixante, et notamment les années du mandat du président Fouad Chéhab (1958-1964) furent marquées par une convergence de facteurs entraînant des changements profonds et irréversibles et la désaffection progressive du quartier. La modernité architecturale naissante, avec les valeurs qu'elle véhiculait, incita des habitants du quartier à préférer les nouvelles normes de confort des immeubles avec ascenseur, gardien et chauffage central édifiés dans les nouveaux quartiers modernes que représentaient alors, entre autres, Hamra et Badaro. À partir de 1960, des voies rapides (avenue Bechara al-Khoury, avenue Fouad Chehab, avenue de l'Indépendance) furent percées au cœur des tissus anciens. Outre leur intrusion qui mena à la destruction, avec les îlots d'habitations situés sur leur tracé, des sociabilités qui s'y étaient élaborées, ces voies encerclèrent le quartier qui devint dès lors de plus en plus enclavé. L'avenue Bechara al-Khoury, à présent dotée d'administrations diverses, entraîne l'afflux quotidien d'une nouvelle population de cadre et d'employés aux marges du quartier.

En 1958, l'insurrection qui opposa les partisans du renouvellement du mandat de Camille Chamoun à la présidence de la République à ses opposants plutôt pronassériens et essentiellement musulmans prit dans le quartier la forme d'une véritable guerre civile. La rue de Syrie, qui traverse la zone du nord au sud, constitua une ligne de démarcation entre territoires musulmans et chrétiens à l'intérieur même du quartier de Khandaq al-Ghamiq. Les chrétiens, encerclés, quittèrent provisoirement le quartier. S'ils furent nombreux à revenir, cette époque, marquée par la transformation décisive de sa fréquentation, de ses rythmes et de ses sociabilités quotidiennes marqua pour la plupart de ses anciens habitants le début de son déclin. La qualité des relations de voisinage qui en faisaient l'atout principal, selon leurs dires, avait été mise à mal. Le « débordement » des activités du centre-ville en dehors de ses limites originelles, engagées notamment par le peuplement commercial et administratif des

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

nouveaux axes routiers, causant une densification croissante de cette zone eurent des répercussions unanimement jugées de manière négative par les anciens habitants de ce quartier résidentiel.

Au début de la guerre en 1975, une faible partie des héritiers de ces anciennes familles y résidait donc encore. Nombre d'appartements avaient déjà été transformés en bureaux et n'étaient fréquentés qu'en journée par des patrons et leurs employés. Les combats, bien que périphériques au printemps 1975, se répandirent rapidement à l'intérieur de la ville de Beyrouth avant d'atteindre d'autres villes⁶. Dès le début des hostilités, les fronts institués lors des événements de 1958 furent rétablis et en l'espace de quelques mois l'avenue Bechara al-Khoury devint une ligne de démarcation entre les quartiers résidentiels dont les îlots furent occupés par les combattants des différentes milices. Khandaq al-Ghamiq devint une « zone verte⁷ ». Au printemps 1975, les derniers résidents chrétiens quittèrent le quartier en l'espace de quelques jours, abandonnant leurs maisons, emportant avec eux dans l'urgence quelques meubles ou objets précieux du patrimoine familial. Dès 1976, la plupart de leurs maisons furent réoccupées par des familles de réfugiés chiites ayant fui le quartier de Nabaa dans la banlieue est de Beyrouth suite au blocus infligé dans cette zone par les Phalanges⁸. Ils y vivront pendant toute la guerre, sous la protection des milices, puis jusqu'en 2004. À cette date, ils quittent le quartier après avoir obtenu du ministère des Déplacés des compensations leur permettant de regagner leur région d'origine ou, le plus souvent, de s'installer dans la banlieue sud de Beyrouth, à Chiyah, principalement. La plupart d'entre eux bien qu'originaires du Sud-Liban, ne souhaitaient pas retourner à un mode de vie villageois.

Impossible retour

Jusqu'en 2010, Khandaq al-Ghamiq présentait encore son visage d'après-guerre. La plupart des immeubles étaient vides depuis 2004 et les îlots nord du quartier portaient les traces d'une lente dégradation, cet état de latence étant dû, principalement, au maintien de la propriété et à l'occupation des immeubles par des réfugiés jusqu'à une date récente. Entre 2007 et 2009, les portes, les fenêtres et les balcons des bâtiments avaient été murés et les toits des dernières

⁶ Kassir, 1994, p. 115.

⁷ Nom donné en référence au centre-ville au moment où en 1976 on avait cherché à réglementer la circulation des civils. Cf. KASSIR, 1994, p. 146. Il fut ensuite amalgamé au terme de *ligne verte* par lequel les observateurs étrangers désignaient la ligne de démarcation envahie pendant les années de guerre par la végétation.

⁸ Ancienne milice et parti de la droite chrétienne aujourd'hui dirigé par Amîn Gemayel.

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

maisons « habitables » détruits par les entreprises de l'investisseur libanais Talal al-Zayn, dont le projet en cours modifie radicalement le visage du quartier⁹ : depuis l'hiver 2010, une bonne partie des anciens immeubles ruinés a été totalement démolie.

Entre 2004 et 2007, après le départ des « réfugiés », les anciens propriétaires s'étaient empressés de vendre leurs terrains pour la plupart en indivision, du fait des héritages successifs. Il s'agissait là de l'ultime manière de valoriser la propriété foncière, valeur centrale dans la construction de leur système patrimonial bourgeois. Par l'acte de vente, ils signifiaient ainsi leur deuil du quartier de leur enfance dont la permanence des maisons, même ruinées, était devenue le signe. Rares sont ceux qui avaient envisagé un retour dans le quartier. La plupart nourrissent au contraire à son égard un rejet qui se traduit aujourd'hui par toute une série de considérations négatives à l'égard des chiïtes qui l'habitent. Renforcée par les effets des alliances politiques actuelles, cette position se nourrit également d'une confusion entre la population chiïte « historique » qui habite Bachoura depuis le milieu du XXe siècle et les familles de déplacés qui occupaient les maisons de Khandaq al-Ghamiq pendant la guerre¹⁰. Au sein de cette dernière catégorie, l'amalgame entre l'attitude des déplacés (*muhajjarin*) et des squatters (*muhtallin*) alimente de fait, entre ces parties, un conflit de légitimité pour la ville. Il a pour effet d'enfermer les chiïtes dans une catégorie imprécise que caractériseraient des pratiques porteuses de désordre et dont la simple présence symboliserait la latence de la guerre (Sawalha, 2003). Les anciens propriétaires adoptent donc une vision commune construite sur les frustrations nées de l'occupation de leurs maisons pendant la guerre. Totalement vidé de son substrat social traditionnel, habité par l'*autre* avec qui ils estiment n'avoir rien en commun, le réinvestissement du quartier était donc pour la plupart d'entre eux jugé impossible. Les immeubles ruines du quartier échappent donc ici totalement à la mythification qui peut avoir lieu au sujet d'autres édifices aujourd'hui isolés dans un tissu urbain rénové, comme c'est le cas, par exemple, de l'immeuble Barakat qui deviendra bientôt le musée de la ville (Brones, 2010b). L'impact de ces ruines « ordinaires » sur la mémoire collective n'est pas le même, de la ruine-témoin ou ruine-message (pour

⁹ Ces démolitions étaient supposées empêcher le retour des réfugiés dans ces immeubles. Données recueillies lors d'un entretien avec le directeur général des projets architecturaux pour l'ensemble de la zone en février 2009.

¹⁰ Ces jugements négatifs furent accentués depuis la fin de la guerre de l'été 2006 par la visibilité que les partisans du Hezbollah avaient gagnée dans le quartier (multiplication des affiches et portraits de martyrs, contrôle de l'espace...). Celle-ci était due en grande partie à la proximité du campement voisin des partisans de l'opposition (principalement le Hezbollah et le Courant Patriotique Libre du Général Aoun) sur la place Riad al-Solh et au sud de la place des Martyrs.

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

reprendre un vocabulaire barthien) qui soulève la question de la gestation d'une mémoire collective liée à la réappropriation de ces lieux par divers groupes, on passe aux problématiques mémorielles d'une société locale dans son ensemble.

Les trajectoires résidentielles et les pratiques patrimoniales de ces anciens propriétaires s'organisent ici en deux logiques distinctes. La première concerne une partie des habitants qui avait quitté le quartier dans les années 1950 (la deuxième ou troisième génération des propriétaires originels) lui préférant, entre autres raisons, un mode de vie plus « moderne », qu'elle justifie par l'adoption de critères nouveaux en matière d'habitat et de « styles de vie ». La période précédente aurait été davantage tournée vers des manières de faire héritées de la fin du XIX^e siècle, époque de la première urbanisation du quartier qui s'organise autour d'une géographie familiale de grandes propriétés caractérisées par la généralisation de maisons à hall central et des premiers immeubles de rapport de l'époque du Mandat français. Après l'indépendance (1943), les valeurs de la modernité architecturale et urbaine, en s'ancrant dans d'autres quartiers de la ville, entraînent le déclin progressif de Khandaq al-Ghamiq. On note d'ailleurs, à la même époque, l'émergence d'un processus de patrimonialisation à l'échelle du quartier : ses rues sont renommées aux noms des grandes familles qui se dispersent alors dans le reste de la ville (rue Saad, rue Tyane, rue Nasrallah Tarazi, rue Ahdab, rue Amoun). En outre, la création de l'APSAD (Association pour la Sauvegarde et la Protection des Anciennes Demeures) en 1965, en réaction aux destructions engendrées par les nouveaux projets de la période moderne, apparaît également comme un signe de ce passage d'une époque à l'autre. Les récits de mémoire des enquêtés renvoient ici à deux cadres distincts, qui se succèdent l'un à l'autre en se chevauchant sans pour autant vraiment se confondre. Les pratiques « traditionnelle » et « moderniste » de l'habitat donnent à lire ces différents régimes de valeurs, symbolisées respectivement par la maison à un étage (ou sans étage) dans un jardin et la tour d'habitation de plusieurs dizaines d'étages, impliquant d'autres relations intrafamiliales et de voisinage, et, par conséquent, une relation changeante à l'espace environnant de la rue et du quartier.

Ces univers de référence s'incarnèrent notamment au cours d'entretiens menés avec divers membres de mêmes familles, et, de manière plus explicite encore, lorsque je m'étais rendue dans le quartier - sur les lieux de leur enfance - avec ces personnes. Il s'illustrèrent de manière particulièrement significative dans le cas (construit pour l'analyse en un cas exemplaire) d'une personne qui avait vécu dans le quartier jusqu'à son mariage et de sa fille

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

qui, elle, ne l'avait jamais habité, la première représentant l'« ancien régime » et la seconde le « nouveau » dont la charnière se situe, rappelons-le, vers le milieu des années cinquante. Au-delà de leurs regards respectifs sur la ville, des décalages étaient perceptibles dans la manière dont les repères spatiaux de la géographie historique de la famille étaient mobilisés par la mère et par sa fille. Alors que nous nous trouvions dans la rue Tyane (le nom de jeune fille de la mère et des grands-parents maternels de la fille), cette dernière s'étonna d'ignorer l'existence d'une rue en ville au nom de sa lignée maternelle. En outre, il s'agissait d'une rue qu'elle empruntait très souvent afin d'éviter les embouteillages de l'avenue Bechara al-Khouri. Elle n'était jamais venue avec sa mère dans ce quartier (puisque cette dernière n'y revenait jamais) pourtant situé à dix minutes à peine de son domicile actuel. De même, les anecdotes racontées par la mère au sujet de son enfance dans le quartier semblaient étonner et distraire au plus haut point sa fille qui donnait ainsi le sentiment de vivre une expérience inédite. En dépit de cette relation de parenté étroite, le groupe était ici « incohérent » du point de vue des conceptions d'Halbwachs de la mémoire collective, la mère et la fille n'ayant pas de souvenirs en commun attachés à ce quartier. Les souvenirs de jeunesse, maintenus dans le silence par cette femme qui avait quitté le quartier de son plein gré dans les années cinquante quelques années avant de donner naissance à sa fille, furent « réveillés » au contact des lieux et transmis dans cette situation d'enquête particulière, dont la fille s'était par ailleurs saisie afin de renouer avec l'histoire inédite du passé de sa mère. Ainsi, si, dans ce cas précis, la permanence du groupe n'implique pas nécessairement la transmission des souvenirs, la force mémorielle des lieux pallie ici à ce défaut de transmission de l'expérience vécue.

L'autre « logique » est constituée par les récits des anciens propriétaires qui habitèrent Khandaq al-Ghamiq jusqu'en 1975, année du début de la guerre civile, et de leur départ « subi » du quartier. Ces récits combinent, du fait de l'intrusion des événements de la guerre dans la vie familiale, les dimensions de la mémoire individuelle, familiale et historique. En racontant une période de leur vie - leur enfance et souvent leur adolescence, ils ouvrent la voie à l'histoire du quartier entre les années 1920 et 1960. Emprunts d'un certain idéalisme voire d'une certaine nostalgie, ces récits permettent une description partielle du quartier à l'époque. Les souvenirs se rapportant à la guerre témoignent quant à eux des dispositions particulières de ces individus face à la destruction, à la perte, à la peur, etc. La mémoire historique, pour reprendre à nouveau les catégories halbwachsiennes, imprime sa marque dans le récit relatant l'expérience quotidienne en temps de guerre. Celle-ci, en effet, est souvent dite à partir de la référence à des événements reconnus de manière plutôt consensuelle par les

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

différentes parties engagées dans le conflit¹¹ : « où nous étions le 13 avril 1975 », « ce que nous avons fait en 1982 », les deux dates renvoyant, pour la première, à la date généralement reconnue pour marquer le début de la guerre¹², et, pour la seconde, à l'invasion israélienne de Beyrouth. L'autre modalité du récit des événements est celle de l'anecdote se rapportant aux situations d'urgence dans lesquels les anciens propriétaires du quartier se trouvèrent lorsque, quittant en hâte les lieux, ils tentèrent d'emporter avec eux quelques affaires. De même, ils racontent comment, quelques mois plus tard, lors des rares accalmies, ils revirent dans leurs appartements, constatant l'ampleur des destructions, et se désolant de leur occupation par des familles de déplacés à qui ils confièrent pourtant parfois la responsabilité d'assurer la surveillance et la protection de leurs biens de l'occupation éventuelle (et jugée beaucoup plus désastreuse) des combattants. Ces souvenirs, loin des récits idéalisés de l'enfance dans le quartier avant la guerre, sont ici ceux d'hommes et de femmes d'âge mûr qui durent protéger leurs enfants et abandonner subitement leurs logements¹³. Pour autant, le caractère anecdotique des récits, l'incohérence chronologique de la trame des souvenirs et l'évitement des questions d'ordre politique invitent à questionner le rôle de la guerre dans la constitution de ces mémoires. Généralement vécue comme une période extraordinaire de l'expérience quotidienne, mais aussi comme une « mise entre parenthèses » des projets et des trajectoires personnels, la capacité de la guerre à *faire rupture* dans le cours de l'existence pouvait-elle justifier la difficulté qu'avaient ces personnes à la raconter et à évoquer ce qui l'avait précédé ?

Le silence de la guerre

L'expérience vécue en Allemagne après la seconde guerre mondiale avait conduit W. G. Sebald, dans les années 1990, à proposer une réflexion sur l'impossibilité de la littérature locale à témoigner de la dévastation des bombardements alliés sur les villes de son pays. En concluant que « ceux qui avaient réchappé de la catastrophe étaient des témoins douteux,

¹¹ Rappelons qu'il n'existe pas à ce jour d'histoire officielle de la guerre dite « civile », dénomination également contestée du fait de la présence de nombreux protagonistes étrangers dans les conflits (Israël, Syrie), à laquelle on substitue généralement le nom de « guerres », au pluriel.

¹² Elle renvoie à un événement précis, celui de l'attaque d'un bus de Palestiniens dans le quartier de Aïn al-Remaneh, dans la banlieue de Beyrouth.

¹³ Un des paradoxes de l'enquête telle qu'elle s'est déroulée auprès de ces « civils » est que la guerre s'est toujours jouée ailleurs, dans d'autres lieux. Les ruines du quartier devenant ainsi le cadre des souvenirs de ceux qui, réfugiés et /ou miliciens, occupèrent ces maisons à partir de 1976.

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

partiellement frappés de cécité¹⁴ », il s'accordait aux théories psychanalytiques du *refoulé* suite à des traumatismes de guerre. De même, sur le terrain libanais, mes observations m'avaient menée à conclure à l'impossible (ou à la difficile) historisation des événements traumatiques par les individus. La période de la guerre se racontait le plus souvent à partir de faits historiques ponctuels ou d'anecdotes dans des récits souvent incohérents où apparaissaient bien souvent des contradictions (de chronologie), donnant l'impression de désordre et de confusion là où l'on aurait pu s'attendre à des récits construits et élaborés. Face à cela, les conclusions des psychanalystes étaient unanimes : l'élaboration psychanalytique, transformant la reviviscence en remémoration, et la trace (mnésique) en pensée, ne serait possible que dans un cadre favorable permettant de « relancer le potentiel transmissif », ce qui signifierait de « mettre des représentations » sur le vécu, et (d') « avoir recours au travail de l'histoire¹⁵ ».

Pourtant, en déplaçant la focale hors du cadre particulier de l'analyse, on observe la prise en charge par divers types d'acteurs, au premier rang desquels des artistes, des personnalités publiques, des hommes politiques, des associations ou des institutions, de certains pans de la mémoire à des fins de revendications identitaires ou victimaires. La visibilité de leurs actions contribue à susciter un « travail » collectif de mémoire, des remémorations ou la sublimation des souvenirs (notamment dans l'expression plastique ou littéraire) susceptibles d'entraîner une volonté de transmission. En outre, la dénonciation fréquente de l'« oubli » dans les discours publics ne traduit rien d'autre que la vivacité du phénomène mémoriel (Lavabre, 2007). Ces usages laissent penser qu'il pourrait y avoir une forme de nécessité sociale de la remémoration, que la guerre aurait pu paralyser provisoirement en raison de réparations jugées plus urgentes, mais dont on décèle aujourd'hui les effets, notamment dans les politiques de patrimonialisation et de création de mémoriaux résultant d'initiatives civiles, partisanes ou publiques¹⁶.

L'« oubli » pour transition

¹⁴ Sebald, 2004, p. 34.

¹⁵ Gannagé, 2002, p. 276.

¹⁶ Citons, entre autres initiatives, le nouveau projet de mémorial de la prison de Khiam au Liban-Sud dont la maquette est visible sur le site depuis près d'un an, destiné à remplacer la prison bombardée en 2006 par l'aviation israélienne, le projet de Mémorial de la guerre sur la place des Martyrs engagé par l'association « Mémoire pour l'avenir » fondée par Amal Makarem et annoncé publiquement le 13 avril 2009 par le Président Michel Sleiman lors des cérémonies annuelles commémoratives de la guerre civile et le projet de musée d'histoire et de la mémoire de Beyrouth (Beit Beirut) porté par la municipalité de Beyrouth en partenariat avec la ville de Paris qui ouvrira ses portes en 2013.

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

Il semblerait donc que pour tenter de comprendre les stratégies mémorielles en jeu dans ces « défauts » de transmission et ces « irrégularités » de la mémoire repérés auprès des anciens habitants de Khandaq al-Ghamiq, il faille plutôt se concentrer sur la singularité des usages de la mémoire. En tant que récit formulé au présent, elle est une reconstruction (Halbwachs, 1994). Dans le cas de cette habitante qui avait quitté le quartier dans les années cinquante, l'« absence de transmission » de certaines données de la mémoire familiale à sa fille éclaire les usage de l'oubli, considéré comme l'une des fonctions essentielles de la mémoire. En effet, les sciences sociales, en particulier les travaux d'histoire et de sociologie de la mémoire désignent le plus souvent par ce terme un processus sociologique renvoyant aux réalités psychologiques de l'*occultation* ou du *déni* d'un pan de l'histoire individuelle (Halbwachs, 1994, Nora, 1984, Muxel, 2005). L'« oubli » rendrait possible l'ouverture à la nouveauté et le fait de « déroger au principe de continuité¹⁷ ». La modernité urbaine, en introduisant dans le quartier des modifications radicales du tissu urbain traditionnel, avait rendu obsolètes certaines traditions familiales, et notamment les manières d'habiter en usage dans le quartier depuis la fin du XIXe siècle. Renforcés dans leurs choix par la tendance au regroupement communautaire (« tout le monde s'en allait »), les individus avaient ainsi été contraints de mettre de côté leurs habitudes passées. Devenus « plus sensibles aux conditions présentes qu'au prestige du passé¹⁸ », ils avaient souscrit aux nouvelles normes rendant possibles des processus collectifs de changement. L'« oubli », en permettant un tri des souvenirs à des fins opératoires pour le présent, était donc la stratégie grâce à laquelle ces familles allaient s'organiser sur de nouvelles bases.

Pour celles qui restèrent dans le quartier jusqu'au début de la guerre, la décision de se séparer définitivement du quartier en vendant leurs biens immobiliers au riche entrepreneur Talal al-Zayn traduisait des représentations de l'altérité élaborées avant la guerre et scellées avec elle. Vendre sa maison de Khandaq al-Ghamiq revenait à exprimer la volonté d'outrepasser les épisodes noirs qui ternissaient l'image idéalisée et nostalgique du passé dans ce quartier. Symboliquement, en manifestant ainsi l'impossibilité de réintégrer un quartier avec lequel la mémoire ne suffit plus à recréer des liens, cet acte entérinait la pérennité de ce rapport à l'*autre* institué dans et par la société de guerre. L'« oubli » exprimé par l'acte de

¹⁷ MUXEL, 2005, p. 98.

¹⁸ *Ibid.*

Sophie Brones, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », dans F. MERMIER, C. VARIN. *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, 2010, p. 441-458.

vente mais aussi dans l'inconsistance des récits que me firent mes enquêtés permettait ici, une fois de plus, d'accepter la rupture d'avec le patrimoine foncier familial.

Références bibliographiques

- AL-HÛT, K. 1996. « Bashûra, Makhbarat al-Ulamâ wa al-Sâlihîn ». *Manar al-houda*, 41 : 12-14.
- BARTHES, R. 1957. *Mythologies*, Paris, Seuil, 159 p.
- BODENSTEIN, R. 2005. « The making and remaking of Zokak el-Blat ». In : GEBHARDT, H., SACK, D., BODENSTEIN, R. (dir.), *History, Space and Social Conflict, The Quarter of Zokak al-Blat*, Beyrouth, Orient Institute of Beirut, p. 35-107.
- BRONES, S. 2010a. « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruine », In : MERMIER, F., VARIN, C. (dir.), *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, p. 441-458.
- BRONES, S. 2010b. « Ruines en attente ». In : MERMIER, F., VARIN, C. (dir.), *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, p. 459-477.
- BRONES, S. 2010c. *Beyrouth et ses ruines (1990-2010). Une approche anthropologique*. Thèse de doctorat, Université Paris Ouest Nanterre La défense, 450 p.
- DIEUDONNE, P. (éds.), 1994. *Villes reconstruites. Du dessin au destin*. Deuxième colloque international sur les villes reconstruites, Lorient, 1993, Actes du colloque, Paris, l'Harmattan, 384 p.
- GANNAGE M. 2002. « La résistance aux souvenirs ». In : colloque *Mémoire pour l'avenir*, Beyrouth 30-31 mars 2001, Actes du colloque, Beyrouth, Dar an-Nahar. 273-281.
- HALBWACHS, M. 1994. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, PUF, 367 p.
- HARTOG, F. 2003. *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*. Paris, Seuil, 257 p.
- KASSIR, S. 1994. *La guerre du Liban, de la dissension nationale au conflit régional*. Paris, Karthala, Beyrouth, CERMOC, 510 p.
- LAVABRE, M.-C. 2007. « Paradigmes de la mémoire ». *Transcontinentales*, 5 : 39-47.
- MUXEL, A. 2007. *Individu et mémoire familiale*. Paris, Armand Colin, 226 p.
- NORA, P. (dir.). 1984. *Les lieux de mémoire*, t. I. Paris, Gallimard, 674 p.
- RIEGL, A. 1984. *Le culte moderne des monuments*. Paris, Seuil, 122 p.
- SAWALHA, A. 2003. « Healing the Wounds of the War : Placing the War Displaced in Post-War Beirut ». In : SCHNEIDER, J., SUSSER, I. *Wounded Cities, Destruction and Reconstruction in a Globalized World*, p. 271-289.
- SEBALD, W. G. 2004. *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, Arles, Actes Sud, 153 p.
- VERDEIL, E. 2002. *Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction*. Thèse de doctorat, Université de Paris I, 647 p.